

le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

1€

Septembre 2007 - N° 19

Editorial: Crise «belge»: Et la solidarité dans tout cela?



Le mouvement communiste porte en son cœur la volonté de dépasser les clivages nationaux afin de s'engager, par-delà les frontières, dans les luttes populaires. Au-delà des mots qui peuvent vieillir, cette idée de solidarité planétaire (*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*) demeure une pierre angulaire de notre réflexion et de notre action.

Qu'il semble loin ce temps où les revendications fédéralistes du nord du pays étaient aussi portées par le souci légitime de défendre sa culture et sa langue. Qu'il semble loin aussi ce mouvement wallon imprégné d'idées progressistes et républicaines.

Aujourd'hui, au Nord, le séparatisme cache toujours moins bien ses égoïstes motivations économiques. On parle transferts, boulet économique. On raille les capacités, on dénonce la paresse. Au Sud, le soudain royalisme belge

de certains est tout autant teinté d'opportunismes économiques et politiques. On feint d'ignorer qu'en Flandre il existe aussi des progressistes.

Les progressistes du Nord et du Sud ont un rôle essentiel à jouer ensemble afin de déconstruire de dangereuses mythologies nationalistes. Nous devons réaffirmer avec force que l'on ne doit pas mener des réformes contre les peuples, mais pour eux, avec eux, en les consultant après les avoir informés de façon honnête.

Si les Wallons et les Flamands ne souhaitent plus vivre ensemble, il est peut-être plus sage que l'on «approfondisse» la réforme de ce pays, mais pas sur base de racisme ni aux dépens de la solidarité, comme cela est amorcé aujourd'hui. Travailleurs wallons et flamands n'ont aucun intérêt à ce que leurs entreprises respectives se lancent dans une course à la flexibilité et aux bas salaires.

L'invité du mois
Jean-Maurice Dehousse:
La social-démocratie n'est plus la gauche

Crise gouvernementale
Donnez la parole aux peuples

Débat
Et si le foulard pouvait libérer?

Social
Ne pas liquider le secteur public

Enseignement
Decroly a cent ans

International
Pérou et Bolivie en lutte

Mémoire
Disparition de Marcel Baiwir et Marcel Deprez

Les progressistes doivent intensifier, par-delà les frontières (linguistiques et autres), la lutte contre tous les racismes et contre le repli nationaliste, la lutte pour la solidarité des travailleurs, des exclus, des migrants. Cela demeure notre premier combat. La solidarité ne dépend pas seulement des structures de l'État, elle est aussi fonction de la logique économique choisie. Nous, communistes, voulons une économie solidaire, au service des peuples. Il existe aujourd'hui plus de volonté d'être solidaire entre les gouvernements du Venezuela et de Cuba, deux États nations, qu'entre les pouvoirs fédérés wallon et flamand. Nous pensons que les travailleurs ont tout à gagner en refaisant de la solidarité nationale et internationale une véritable priorité.

Modeste mais symbolique espace de débat, ce journal ouvre ses pages à des progressistes du Nord et du Sud. ●

Jean-Maurice Dehousse :

«La social-démocratie n'est plus la gauche»



Quand tous les socialistes serraient les rangs pour faire passer en force le TCE (traité établissant une constitution pour l'Europe) sans consulter les citoyens, Jean-Maurice Dehousse était aux côtés des résistants. Aujourd'hui, alors que les mêmes pratiquent avec toujours autant d'assiduité la gémulation devant Elio Di Rupo et tentent de circonscrire la débâcle électorale du PS aux «magouilles carolos», il continue de s'opposer avec verve à la rhétorique de circonstance des cadres du PS, pointant du doigt la dérive droitière du parti.

Sans toujours partager son analyse, nous avons souhaité discuter avec lui, à bâtons rompus, de la social-démocratie et de son évolution, de la force qui manque à la gauche, de l'actualité politique en Belgique, de l'Europe, de Hugo Chavez et du socialisme du XXI^{ème} siècle ou encore de Julien Lahaut.

L'évolution de la gauche

Le Drapeau Rouge: Victoire de Sarkozy en France, défaite socialiste aux élections en Belgique, Merkel au top des sondages en Allemagne,... Les temps sont durs pour les sociaux-démocrates. Quelles sont selon vous les raisons de l'échec de la gauche parlementaire ?

Jean-Maurice Dehousse: Ce que vous appelez à juste titre «échec de la gauche» parce qu'il ne touche pas que les sociaux-démocrates, notamment en France, on peut aussi avec un bémol l'appliquer aux Pays-Bas, à l'Allemagne et à l'Italie, où Prodi est censé représenter les espoirs de la gauche. Or, je connais un peu Prodi de l'époque où il était parlementaire européen et on est avec lui un peu ramené au temps de Van Zeeland qui n'était pas plus «de gauche» que Prodi. Par charité, laissons à part l'Angleterre où Gordon Brown est le leader du New Labour qui est tout ce qu'on veut, sauf un parti de gauche. Bref, l'échec est quasi généralisé en Europe. Mais le problème fondamental, c'est que la gauche au sens social-démocrate n'est simplement plus la gauche. Et je pense que c'est ce qui explique en partie la débâcle actuelle. L'acceptation de la pensée unique passe aujourd'hui pour un modernisme. Il y a un glissement idéologique gigantesque des partis qui se disent socialistes et sont regroupés dans l'Internationale socialiste. Or l'abandon progressif du socialisme par les dirigeants des partis sociaux démocrates n'ouvre nullement la voie à un progressisme même modeste. Au contraire, il la ferme. Dans les faits, ces partis n'apparaissent plus aux électeurs de gauche comme défendant les intérêts de la classe ouvrière qui les a créés. Considérez par exemple Elio Di Rupo qui a un discours de collaboration de classe puis, dans les six derniers mois, redécouvre le capitalisme. Le public a évolué et ne croit pas à tout cela.

DR: En somme, la social-démocratie est devenue simple gestionnaire du capitalisme ?

J-M D: Oui. Et la méfiance à l'égard du pouvoir n'existe plus, ce qui est très dangereux. Est-ce que le parti de François Hollande et Ségolène Royal est le parti de Jean Jaurès ? Est-ce que le PS belge est le parti d'Émile Vandervelde ? La réponse vient vite et la réponse est non, car ce qui les caractérisait était une grande méfiance à l'égard du pouvoir, méfiance qui les a d'ailleurs divisés. Aujourd'hui, chez les sociaux-démocrates, le parti n'est plus qu'un instrument du pouvoir général.

DR: Pour le PS, quelles sont, selon vous, les solutions pour sortir de l'ornière actuelle ?

J-M D: Il faut revenir aux valeurs cardinales de la gauche, à commencer par la solidarité qui est sans doute la plus importante. Je pense également à l'égalité, dans le cadre de la fraternité. Le programme peut être adapté au goût du jour et aux exigences d'aujourd'hui, mais doit rester fidèle à ces valeurs, ce qui n'est plus le cas, et de loin.

Quelle Europe ?

DR: Pensez-vous comme Jean Bricmont que «les socialistes et les verts, en encourageant la construction européenne au nom de leur 'valeurs', principalement l'antinationnalisme, ont mis en place un dispositif institutionnel visant à les prémunir contre leurs propres audaces et surtout contre celles de leur base» ?

J-M D: L'auteur de ces lignes n'a pas entièrement tort, il met en valeur une dérive, mais il révèle son âge. Pour un homme comme moi qui est né en '36, ce qui n'est pas une si mauvaise cuvée pour un socialiste, l'Europe a d'abord été et doit d'abord rester la paix. Et la paix est une valeur de gauche. Si nous avons accepté beaucoup de choses, c'est pour faire la paix.

DR: Lier la paix à l'Union Européenne, n'est-ce pas reprendre un des arguments du chantage fait aux opposants à la Constitution européenne ?

J-M D: J'ai dit l'Europe, pas l'Union

Européenne. Je parle donc de 1948 et du Conseil de l'Europe, ainsi que du Plan Schuman de 1950, et non du Traité de Rome de 1957 qui est un faux anniversaire célébré par ceux qui veulent faire croire que l'anniversaire du Marché Commun, c'est l'anniversaire de l'Europe parce qu'ils veulent faire l'équation «l'Europe = le Marché».

DR: Où se situe dès lors la rupture ?

J-M D: À partir de la Conférence de Messine en 1956, il y a une dérive qui deviendra un vrai cancer avec une Europe qui délaisse la paix et se consacre principalement au commerce, poussée notamment par l'Angleterre dont c'est toujours le credo.



DR: Est-ce que l'on peut parler d'une seconde rupture sous Thatcher avec la volonté d'étendre le marché à tous les pans de l'économie et le début des attaques massives contre les services publics ?

J-M D: Oui et non. Il y a une accélération sous la poussée de Thatcher à travers Maastricht où l'on retrouve les germes de ce que Sarkozy appelle aujourd'hui la «droite décomplexée». *Ryanair*, c'est la droite décomplexée. On n'hésite pas à pratiquer le chantage à la moindre grève. L'autre dérive, c'est qu'au lieu de s'ériger en alternative, l'Europe devient à partir de Maastricht un outil pour imposer la mondialisation sous son pire aspect, à savoir la mise en

concurrence des travailleurs en vue de les exploiter, alors qu'il était possible de faire tout autre chose: des services publics européens, par exemple.

Quel outil demain pour les progressistes ?

DR: En Allemagne, Oskar Lafontaine est sorti du SPD. En France, Jean-Luc Mélenchon a récemment déclaré que la question du divorce avec le PS était posée. Vous n'êtes pas tendre avec le PS et avec son tout-puissant président. La question de votre divorce d'avec le PS se pose-t-elle ?

J-M D: Un homme comme moi n'abandonne pas facilement un parti. Singulièrement, le PS qui n'est pas homogène, malgré les apparences. Par exemple, la Fédération de Liège du PS est la seule qui n'a pas voté la Constitution Européenne. Pour moi, le combat se passe encore par priorité à l'intérieur, mais cela n'empêche pas des contacts à l'extérieur. Ce n'est pas nouveau: j'ai été élu pour la première fois en novembre 1971 et ma première activité de député fut d'aller écouter Ernest Mandel à Seraing.

DR: Oui, mais le fait d'avoir quelques personnes plus à gauche en son sein n'empêche pas le glissement idéologique général du PS et son acceptation de la logique libérale. Privatisations, pacte des générations, réformes fiscales,... Le bilan est parlant. La seule solution pour que le PS se ressaisisse, n'est-elle pas la création d'une force politique crédible à la gauche du PS et d'Ecolo ?

J-M D: C'est l'évidence même. Comme j'ai eu l'occasion de le dire, nous avons eu Edmond Leburton qui était unitariste mais anti-royaliste et nous avons maintenant Di Rupo qui est non seulement belgicain, mais aussi royaliste. Cependant, on ne sait pas ce qui peut arriver. Les Romains avaient coutume de dire que la *Roche Tarpéienne*¹ était proche du Capitole. Actuellement, on est en train de jouer avec le feu en Belgique entre le Nord et le Sud, et aussi parce qu'une grande partie de la population se sent ignorée.

DR: Ce sont donc les enjeux importants qui justifient de ne pas franchir le pas. Ce que fait Mélenchon serait-ce de l'aventurisme ?

J-M D: Je ne juge pas les autres, encore

moins mes amis politiques français. Mélenchon agit dans un contexte différent. Et puis, il n'est pas sorti du PS, que je sache.

DR: Et Oskar Lafontaine qui a, lui, franchi le pas ? Est-ce parce que le SPD est encore plus converti au libéralisme ?

J-M D: Dans une certaine mesure, oui. Mais c'est surtout parce qu'il y avait Verdi, un syndicat des services publics formidable qui a décrété que la trahison permanente n'était plus supportable et a poussé à la création d'une alternative.

DR: Les syndicats ont un rôle central à jouer dans la recomposition ?

J-M D: C'est encore plus vrai en Wallonie qu'ailleurs. La FGTB est à la fois la pire et la meilleure des choses pour la gauche. Elle peut pousser le PS dans le bon sens et l'empêcher d'aller dans le mauvais. Mais, dans le même temps, elle est aussi ce qui empêche aujourd'hui tout rassemblement efficace à la gauche du PS. Si le mouvement wallon a pu se développer, c'est parce que le syndicat a joué un rôle actif. Les syndicats sont au centre du jeu politique et jusqu'ici, on ne pouvait pas jouer sans eux. Est-ce encore vrai ? Nous ne tarderons pas à le savoir.

Institutionnel

DR: Les négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement fédéral s'éternisent, le blocage entre partis francophones et flamands semble profond. Allons-nous vers un éclatement de la Belgique ?

J-M D: Non. D'abord Val-Duchesse, c'est le «*Canada-dry*» de la négociation. Cela a le goût et la couleur d'une négociation mais cela n'en est pas une. Il me semble que tout cela est largement une mise en scène destinée à faire passer la pilule du côté flamand d'abord, mais aussi du côté francophone.

DR: Selon vous, les partis flamands vont donc revoir leurs exigences communautaires à la baisse ?

J-M D: Tout passage en force serait contreproductif si on joue bien du côté francophone. C'est pourquoi je n'ai jamais eu peur de négocier avec les Flamands. Mais je crains plus que jamais les faiblesses des francophones. Di Rupo n'est pas un modèle mais Reynders est pire, car c'est volontairement qu'il veut collaborer.

B R E V E S

Ça bouge (enfin un peu) au sp.a !

Depuis les élections du 10 juin, la direction du sp.a était assurée par sa vice-présidente, Caroline Gennez, et on s'acheminait tranquillement vers l'élection de celle qui est la candidate de l'appareil à la succession de Johan Van de Lanotte.

Geste sans doute insuffisant mais salubre, la section d'Anvers (la plus importante du parti) vient de présenter la candidature d'Erik de Bruyn, le patron de la tendance sp.a Rood («rouge») qui s'est créée en réaction au pacte des générations, de sinistre mémoire. Son projet se résume en une phrase: «Sp.a moet opnieuw linkser worden», c'est-à-dire «Le sp.a doit redevenir plus à gauche».

Faux et usage de faux pour un vrai fasciste

Le 3 septembre à Namur, le président à vie du Front National est passé une nouvelle fois devant un tribunal, cette fois pour faux et usage de faux. Toujours pas crédible dans son rôle autoproclamé de «chevalier blanc», Daniel Féret – qui va finir par être tout sale à force d'épousseter les bancs des tribunaux – est accusé de fausses signatures déposées dans le cadre des dernières élections européennes.

Pétition: «Oui au tram! Non à l'autoroute!»

À Liège, une pétition, demandant d'utiliser l'argent public d'abord au développement de transports publics de qualité (et en particulier d'un tram) et non à la multiplication d'autoroutes, connaît un succès certain. Elle est soutenue – entre autres – par la Fédération de Liège du Parti communiste.

Signer en ligne sur http://petitions.agora.eu.org/tram_vs_chb

Alternative en Amérique latine

DR: Quel regard portez-vous sur le socialisme du XXI^{ème} siècle prôné par Hugo Chavez?

J-M D: Je ne connais pas Chavez, mais il est clair qu'il répond à une nécessité. Il est celui qui peut faire face aux «Yankees» comme il les qualifie lui-même et ce alors que Fidel Castro se fait vieux, que le frère Castro me semble idéologiquement beaucoup plus incertain et que Lula s'est révélé un gouvernant fort différent du candidat qu'il fut. Chavez pose une série de bonnes questions. Donc, je suis expectant mais j'ai a priori de la sympathie pour Hugo Chavez.

DR: Que pensez-vous de l'affaire RCTV?

J-M D: Que l'on aime ou pas cela, c'était son droit le plus strict de ne pas renouveler la concession de cette chaîne privée de télévision. Il est éclairant de voir la droite organisée et le Parlement Européen s'occuper de cela toutes affaires cessantes.

Monarchie et assassinat de Julien Lahaut

DR: Il y a 57 ans, Julien Lahaut était assassiné par des tueurs à gages. Depuis, c'est le black-out complet. Une démocratie qui se respecte ne devrait-elle pas faire toute la lumière sur un assassinat politique?

J-M D: J'ai toujours dit avec force que j'étais pour une commission d'enquête sous quelque forme que cela soit. Je ne change pas d'avis. Oui, je pense que la démocratie se grandirait en faisant toute la lumière. Nous avons tout intérêt à savoir pourquoi on a tué Lahaut et à le dire.

DR: Précisément, le PC réclame depuis 2000 une commission parlementaire comme dans l'affaire Lumumba. Toutefois, malgré une demande en ce sens signée par nombre de personnalités politiques, syndicales et artistiques, malgré une proposition concrète déposée par la députée Ecolo Muriel Gerken, rien ne bouge et le PS refuse de s'engager. Pourquoi?

J-M D: Il y a un blocage au PS que je ne m'explique pas. C'est très clair au niveau de ma fédération qui refuse de bouger. J'ai le sentiment que certains savent des choses.

DR: À savoir?

J-M D: Je lie à cela aux déclarations de Guy Coëme concernant le réseau *Gladio*². On les a délibérément passées sous silence à cause de ses problèmes judiciaires. Je ne suis pas convaincu par ces déclarations et je pense qu'il est possible, sinon probable, qu'il y ait un lien entre l'assassinat de Julien Lahaut et *Gladio*.

DR: Le PS est-il devenu monarchiste?

J-M D: Elio Di Rupo oui, les affiliés non.

DR: Par stratégie?

J-M D: Non, le mal est plus profond que cela. L'un des problèmes d'Elio est qu'il n'est pas né wallon et qu'il ne l'est pas devenu. Je ne parle pas ici de quelque chose de racial bien sûr. La nouvelle génération n'a plus la même sensibilité wallonne. Mais, à nouveau, le PS n'est pas monolithique. Et puis les deux princes ont fait tout ce qu'ils pouvaient ces douze derniers mois pour rendre la monarchie insupportable à beaucoup de démocrates. Ajoutons que le déshabillage complet du Roi par le candidat Premier ministre qui refuse une initiative royale – l'appel à De Croo et Langendries – crée une situation toute nouvelle.

DR: Mais la majorité des Belges reste royaliste?

J-M D: Je n'en suis pas certain. Si les sondages avaient existé en 1788, Marie-Antoinette aurait été très bien classée. À un moment donné, lorsqu'une cassure se produit, c'est comme une éruption volcanique. Quand il y a une éruption sociale, elle emporte ce qu'elle doit emporter. Ensuite, rappelez-vous de Jules Destrée: «Sire, il n'y a pas de Belges, mais des Wallons et des Flamands». En réalité votre question ne porte que sur les francophones car vous savez bien que les Flamands ont déjà choisi.

Propos recueillis par PIERRE EYBEN

¹ Crête rocheuse, lieu d'exécution capitale, c'est de là qu'étaient précipités les criminels.

² Structure clandestine mise en place après la Seconde Guerre mondiale au sein de l'OTAN sous l'égide de la CIA et du MI6 pour parer à une menace de prise du pouvoir communiste. Elle est suspectée d'avoir perpétré des actes terroristes afin de déstabiliser les communistes européens, notamment en Italie (place Fontana à Milan, gare de Bologne,...). Elle avait des ramifications dans divers pays dont la Belgique.

Donnez la parole aux peuples!

Au terme d'un long et chaotique processus de régionalisation, la Belgique connaît une crise politique qui semble la pousser irrémédiablement au bord de l'éclatement. On disait la «Belgique de papa» morte; sera-ce au tour de la Belgique tout court de rendre l'âme?

Dans un communiqué publié au lendemain des élections législatives du 10 juin dernier, le Parti Communiste disait *«craindre qu'un éclatement des systèmes fédéraux de solidarité se précise davantage dans les prochaines années et le recours illusoire à un 'front francophone', fragile et sans contenu. Tel est le prix d'une réforme institutionnelle inaboutie et où les réformes de structures démocratiques, dans le domaine économique et social, ont été largement rejetées du débat politique...»*. De fait, ne faut-il pas voir dans la crise actuelle le résultat de réformes institutionnelles improvisées qui se sont additionnées au fur et à mesure, de concessions, de renoncements; davantage le fruit d'un démantèlement progressif de l'État central que celui de la construction délibérée d'un État fédéral reposant sur la reconnaissance de deux peuples ET de trois régions ET assortie de réformes de structures économiques et sociales?

Rappelons que ce sont les partis dominants actuels (alors autrement nommés) qui, après avoir refusé obstinément la fédéralisation du pays face aux «dangers» d'un «Cuba wallon», ont jugé bon de tracer une frontière linguistique au beau milieu d'un État qu'ils voulaient toujours unitaire, et cela sans consulter les populations concernées. Incohérence qui devait marquer profondément l'évolution ultérieure du pays.

On comprend mieux, aujourd'hui les raisons du courroux unanime de la

classe politique après l'émission de la RTBF annonçant la fin de la Belgique. Ce n'était pas tant l'indéniable liberté qu'avait prise la rédaction avec l'éthique journalistique, que la pertinence du propos et – pire que tout – la faute d'avoir remis au centre du débat public la question existentielle de la Belgique. À présent, il faut se contenter de sondages dont on précise aussitôt l'importante marge d'erreur. Et si on demandait clairement l'avis du peuple flamand, l'avis du peuple wallon, l'avis du peuple bruxellois sur le devenir de leur pays? Faut-il, en effet, comprendre les 800.000 voix d'Yves Leterme comme un appel au séparatisme ou y voir la reconnaissance d'une politique régionale répondant aux aspirations d'une large part de l'électorat flamand? Plutôt que le recours, certes constitutionnel, à l'arbitrage d'un pouvoir royal de plus en plus obsolète, ne serait-il pas plus opportun et, tout compte fait, fondamentalement légitime, de consulter les peuples de Belgique? S'ils décident de continuer à vivre ensemble: ce ne pourra se réaliser que dans le cadre d'un État fédéral revitalisé qui garantit les mécanismes de solidarité et d'égalité de droits (notamment en matière de législation sur le travail). S'il s'avère que la rupture est définitivement consommée, il faudra bien se rendre à l'évidence et se doter de nouvelles structures étatiques républicaines.

Cependant, nous commettrions une erreur funeste en ne considérant les dangers futurs que sous le seul angle institutionnel. Dans le même communiqué post-électoral, le PC prédisait que *«une majorité autour du CD&V-NVA et du MR pourrait voir le jour après des négociations qui risquent d'être longues sur les questions institutionnelles, mais vraisemblablement plus aisées sur les questions économiques et sociales. Il est à craindre que les*

politiques visant à privilégier le capital au détriment de la sécurité sociale et des services publics, notamment, ne se fassent encore plus agressives à l'avenir».

Du côté des leaders flamands candidats au pouvoir, cela semble clair: si l'on aspire tant à régionaliser tout ce qui dépend encore de l'État fédéral, c'est pour mieux libéraliser et se débarrasser des derniers reliquats d'un système social et fiscal honnis.

Face à eux, il y aurait les intérêts supérieurs des francophones à défendre. La belle affaire!

Certes la ténacité du CDH a-t-elle également porté sur certaines questions économiques et sociales. Dame, la perspective des prochaines élections régionales pour lesquelles le PS aurait opportunément retrouvé un peu de virginité politique ferait se cabrer plus d'un centriste. Mais jusqu'à quand Madame Milquet et consorts renonceraient-ils à avaler les couleuvres libérales que Monsieur Reynders et ses amis trépignent de leur servir toutes chaudes? Car enfin, Madame Milquet, si soucieuse ici de ces fameux intérêts des francophones, se manifeste-t-elle autant lorsque des délocalisations, des fermetures d'entreprises,... privent «des francophones» de leur gagne-pain? Quels intérêts communs peut-il y avoir entre un bourgeois francophone et libéral aspirant voir réduire le droit au chômage et un demandeur d'emploi? Quels intérêts communs entre le milliardaire francophone Albert Frère et l'anonyme SDF francophone?

Sans doute sera-t-il utile que, rapidement, les organisations syndicales et, avec elles, toutes les forces progressistes, rappellent haut et clair que les intérêts des travailleurs actifs et non actifs, des pensionnés, des allocataires sociaux, des sans-papiers et des sans-logis doivent concrètement être pris en compte.

JEAN-PIERRE MICHIELS
(28/08/07)

Vu de Flandre

La Flandre, pas la «profonde», mais la réelle, a-t-elle encore des choses à exiger de la Belgique? Oui, elle en a.

Bien sûr, la Flandre progressiste n'est pas contente que les représentants de sa droite, à savoir De Wever et d'autres, tels que Leterme, Somers et Van Deurzen, aient jeté sur les tables de Val-Duchesse des revendications flamandes, absolues et définitives. Elle n'est pas plus satisfaite de la manière dont Milquet ou Reynders ont réagi à leurs propos. Malheureusement, cette Flandre progressiste, une fois de plus, est absente du débat réel.

Il ne m'appartient pas d'expliquer ici les doléances, d'ailleurs rares et imprécises, des négociateurs wallons. Mais je dis haut et fort que leurs rafales de «non» sans contre-propositions valables n'ont rien ajouté à leur crédibilité dans le nord du pays. Ils ont, par contre, approfondi le fossé entre nos deux communautés. Et cela, comme du côté flamand, de manière angoissante. Le radicalisme national-flamingant s'est renforcé. Considérablement! Est-ce cela que l'opinion publique wallonne ou les lecteurs du DR désirent? Alors, tant pis...

On peut, et à juste titre d'ailleurs, déplorer l'absence d'une gauche flamande et de ses arguments dans le débat. La défaite dramatique du SPa aux élections du 10 juin y est pour beaucoup. Mais, une fois de plus, on constate que les forces progressistes francophones sont pratiquement ignorantes de la Flandre, tandis que les forces publiques flamandes se désintéressent, presque sans exception et de manière incroyablement hautaine, de la Wallonie et de ses problèmes. Cela n'a pas commencé par le scandale de Charleroi et l'inaptitude du PS d'y trouver et imposer une solution. Bien que ce qui se passe au sud de Gembloux pèse lourdement sur les idées que se fait aujourd'hui le commun des mortels flamands...

J'assure mes lecteurs francophones que la candidature d'un di Rupo au poste de Premier ministre ne se serait pas nécessairement heurtée à un «non» sec dans l'opinion publique flamande. Un Tindemans, un Martens, voire même un

Verhofstadt, n'ont pas rassemblé autour de leur personne ni de leur gestion gouvernementale un enthousiasme inconditionnel en Flandre, c'est le moins que l'on puisse dire. Et les efforts, même parfois maladroits, du bourgmestre de Mons pour maîtriser la langue de la plupart des Belges ne sont pas passés inaperçus chez nous. Au contraire, dirais-je.

Est-ce suffisant? Bien sûr que non. Je me limite à un exemple, mais il est de taille. Le port d'Anvers. Il confirme mes constatations que la Flandre économique et sociale est pratiquement ignorée en Wallonie. De grâce, arrêtez de croire que la Flandre se réduit au Vlaams Belang et puis *afgelopen!*

Le port d'Anvers, c'est quoi? Ce n'est pas seulement huit mille dockers. C'est cent mille salariés, dans et autour, mais dépendants du port! C'est cent cinquante millions de tonnes métriques par an, chargées et déchargées. C'est pratiquement soixante pour cent de la totalité du trafic national de la SNCB! C'est le deuxième port d'Europe et le cinquième du monde. Son avantage est que les services qu'il rend au monde maritime (20.000 bateaux par an) sont généralement considérés comme exemplaires. Son désavantage est que le monde capitaliste est d'avis qu'il coûte cher.

Mais réfléchissez un peu à la viabilité de la Belgique, sans le port d'Anvers! Le problème d'Anvers, c'est tout bonnement l'accessibilité du port par l'Escaut. Voilà la grande discussion avec les Hollandais, qui désirent défendre les intérêts de Rotterdam et le font avec acharnement.

J'ose croire que cela est su à Liège. Mais il m'arrive de me demander si la belle Joëlle et le Didier ont jamais visité Anvers et son port européen? Et vous? Il n'y a pas que le zoo, savez-vous... Ou les pommes frites et les *bollekes*. Et notre port n'est qu'un des multiples problèmes qui se posent à nous, communistes et progressistes flamands.

Me suis-je fait comprendre? Je l'espère.

JAN DEBROUWERE

Une photo gênante à l'heure des négociations fédérales



Le cliché ci-dessus, montrant un Bart De Wever admiratif aux cotés de Jean-Marie Le Pen, a été pris à l'issue d'une conférence de nationalistes en 1996 à Anvers. Dans une ville marquée par l'emprise de l'extrême droite et sous la houlette de la figure de proue de l'extrême droite française, qui rêvait d'une grande coalition de ses homologues européens.

Alors que cette photo commence à circuler, la justification donnée par un Bart De Wever embarrassé serait simplement risible si le leader de la NVA ne négociait actuellement un gouvernement fédéral. *«J'avais juste fini mes études et je pensais que c'était une occasion unique de pouvoir entendre Le Pen, qui était à l'époque un personnage de poids dans la politique française. Je suis un légaliste, avec des convictions démocratiques, mais j'ai une conception anglo-saxonne de la liberté d'expression: dans une démocratie, tout le monde doit être libre d'exprimer son opinion, même si c'est une opinion que je déteste. Et je préfère toujours avoir une information de première main que de manière filtrée.»*

Sérieux hiatus supplémentaire, De Wever et Le Pen se sont encore revus à l'enterrement du fondateur historique du Vlaams Blok, Karel Dillen. Et cela ne se passait pas il y a dix ans mais...en mai dernier.

À Schaerbeek, en Allemagne, à Tel-Aviv, en Flandre, en Wallonie, l'extrême droite est dangereuse partout.

PE

La politique extérieure, oubliée des négociations gouvernementales

Quand Kouchner s'est empressé de rejoindre le gouvernement français à l'appel du président Sarkozy, il a déclaré : «en politique extérieure, il n'y a ni droite ni gauche, il y a... la France». Tout porte à croire que les responsables politiques belges ont la même conception de la politique extérieure et de défense de notre pays.

Au cours de la campagne électorale belge, aucun parti de gauche n'a soulevé la moindre question sur ce sujet, donné la moindre orientation, la moindre perspective d'un engagement pour une politique de paix et de coopération entre les peuples. La Belgique est inféodée à l'OTAN et appuie toutes ses décisions. La dernière en date est particulièrement inquiétante, elle concerne le bouclier antimissile. Lors d'une récente réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, la Belgique a voté son soutien à ce belliqueux plan états-unien. Tous les membres de l'OTAN sont déjà invités à envisager leur contribution. L'armée belge est en Irak, participant à «l'Académie de l'OTAN» avec des instructeurs chargés de former les officiers et policiers irakiens. Elle est présente en Afghanistan, il a fallu que des soldats belges soient blessés lors de l'attaque de l'aéroport de Kaboul pour que les médias s'en souviennent. Soulignons en passant la confusion qu'ils ont entretenue en présentant ces militaires comme des casques bleus en mission pour l'ONU ! La Belgique stocke toujours sur son territoire, à la base de Kleine Brogel, 10 à 20 bombes nucléaires qui font partie de la stratégie nucléaire de l'OTAN et entraîne, à la base de Florennes, les pilotes de F-16 chargés de les transporter. La liste est loin d'être exhaustive.

Tous ces engagements n'ont rien à voir avec une politique pour la paix et la coopération. C'est la politique de domination occidentale et de force armée, portée par la droite, à laquelle

se soumettent des partis se réclamant pourtant de la gauche, comme Ecolo et le PS. Cela explique pourquoi toutes ces questions n'ont même pas été abordées pendant la campagne électorale.

Les conflits communautaires seraient-ils tellement plus importants ? Ils servent surtout à jeter de la poudre aux yeux de la population. Pourquoi, par exemple, ne pas avoir mis dans le «panier des compétences à fédéraliser» le budget de l'armée, les engagements militaires, l'adhésion à l'OTAN ? La droite, y compris la plus confédéraliste, ne le fera pas, car elle tient à «cette» Belgique qui défend les intérêts de la bourgeoisie, flamande et wallonne, belge et européenne. La gauche, malheureusement, ne le fait pas non plus, car elle manque de courage politique.

Résultat de ce silence ? Les négociateurs pour la formation du futur gouvernement «orange-bleu», peut-être teinté de vert ou de rouge, ont eu droit à la «Note Leterme». Cette note contient à peine quelques phrases sur ce sujet. Mais ce sont autant d'instructions sans ambiguïté. Elle affirme que *la Belgique soutient les interventions mondiales accrues de l'OTAN, que la première mission d'une armée européenne consiste à prévenir les conflits armés et les génocides ; c'est pourquoi il est nécessaire de disposer d'une diplomatie européenne et d'une politique étrangère fortes, que la Belgique doit participer de manière loyale et crédible à l'effort collectif de défense européenne*. Ici, il n'y a pas de contradiction entre une *armée européenne* et *les interventions mondiales accrues de l'OTAN*, les deux étant complémentaires et visant la défense des intérêts supérieurs de l'Occident capitaliste, en particulier la protection et la sécurité de ses approvisionnements énergétiques.

Le futur gouvernement, quelle que soit sa composition, prépare des augmentations de dépenses militaires. Même si le budget de la Défense reste formellement inchangé, ces dépenses seront budgétées sur d'autres postes : Coopération, Affaires étrangères, Administration.

Ce gouvernement entraînera notre pays dans de nouvelles aventures guerrières en Afghanistan (augmentation du nombre de soldats belges et engagement direct dans les expéditions punitives de l'ISAF). De même en Afrique : pour le moment, l'engagement belge au Darfour se prétend humanitaire et couvert par l'ONU, mais il ne tardera pas à se durcir en intervention militaire directe. L'OTAN est sollicitée et organise déjà de grandes manœuvres navales tout autour du continent africain.



Enfin, ce futur gouvernement nous lancera dans une nouvelle course aux armements nucléaires en maintenant les bombes atomiques à Kleine Brogel et en soutenant le projet de bouclier antimissile américain en Europe.

Si les partis de gauche se taisent, il n'en est heureusement pas de même avec les nombreuses associations qui luttent contre la guerre, dans tous les coins de Belgique et dans plusieurs pays d'Europe. En Pologne et en Tchéquie, un mouvement des «maires pour la paix» s'est formé pour empêcher l'installation d'éléments de ce bouclier antimissile sur leur territoire. En Grande Bretagne, en France, en Italie, la lutte contre les bases, les missiles et les sous-marins nucléaires se développe.

Joignons-nous à eux pour le retrait des bombes de Kleine Brogel et des troupes belges d'Afghanistan, et pour refuser toute participation au bouclier antimissile, toute augmentation des dépenses militaires et tout apport belge à une nouvelle intervention de l'OTAN.

CLAUDINE PÔLET

Et si le foulard pouvait libérer?

Je ne signe pas la pétition intitulée «*La place des convictions philosophiques à l'école*» publiée dans le précédent Drapeau Rouge. Malgré toutes ses précautions oratoires, elle vise uniquement le port du foulard par les jeunes filles musulmanes et certaines conceptions attribuées à la seule religion musulmane. Existe-t-il un autre «signe ostensible d'appartenance philosophique ou religieuse» qui fasse débat dans la Belgique d'aujourd'hui?

Mais pour éviter le mot fatidique, la pétition s'est un peu égarée. La loi française du 15 mars 2004 sur le sujet se limitait à ceci: «*Dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit*». Or la pétition belge va beaucoup plus loin. Elle concerne non seulement les conceptions religieuses, mais aussi philosophiques. Elle concerne non seulement les écoles publiques, mais aussi les écoles subventionnées par l'État.

Rallumer la guerre scolaire?

Une telle loi entraînera un grand nettoyage de toutes les écoles catholiques subsidiées par l'État: plus de crucifix, plus de références affichées à telle déclaration du pape. Comment pourrait-on interdire aux élèves et aux enseignants d'afficher des signes religieux, tout en tolérant qu'ils garnissent les murs de l'institution? Autrement dit, la pétition rallume la guerre scolaire. C'est d'ailleurs ainsi que le président du Conseil interdiocésain des laïcs, Paul Löwenthal, l'a compris. Il déclare dans une Carte blanche du Soir du 18 juin 2007: «*Loin de donner leur place aux religions, elle (la pétition) demande de les en exclure. Et elle met en cause l'existence même des écoles confessionnelles*». Son interprétation est parfaitement légitime.

Il faudra que la loi revendiquée précise ce qu'elle entend par «signe ostensible d'appartenance philosophique ou religieuse». Une barbe naissante sur le menton des jeunes garçons? Un crâne

rasé ou une coiffure rasta? L'étoile de David en pendentif? L'imagination des jeunes pour exprimer leurs convictions est sans limite. Et c'est tant mieux. Plutôt que d'interdire les signes des convictions philosophiques ou religieuses, ne faudrait-il pas encourager les jeunes à exprimer la diversité de leurs convictions comme de leurs doutes? N'est-ce pas ainsi qu'il faut interpréter l'article 24 de notre constitution: «*La communauté organise un enseignement qui est neutre. La neutralité implique notamment le respect des conceptions philosophiques, idéologiques ou religieuses des parents et des élèves*»? La neutralité ne se réalise pas par des interdits, mais par la diversité des convictions et le respect des individus.



Fini de contester!

La pétition met en cause la «*contestation des contenus mêmes des cours*». Ce genre de formulation est dangereux. D'une part il y a le programme des cours, d'autre part il y a le débat nécessaire avec les jeunes sur ce qu'ils pensent du contenu des leçons données. Il faut encourager les jeunes à exprimer leurs divergences sur le contenu, sinon ils remettront en question leur participation aux cours, ce que nous ne voulons pas.

Les enseignants sont débordés par la situation dans les écoles, c'est vrai. L'avenir que notre société réserve à nos enfants est le principal problème à résoudre et les enseignants le savent très bien. Ajouter une série d'interdits dans une telle pétaudière ne résoudra rien au problème, il ne fera que l'aggraver. Il serait bien plus utile de revendiquer plus d'enseignants, plus d'éducateurs, plus de temps pour la réflexion et l'échange pédagogiques, notamment.

La pétition invite les jeunes à «*l'intériorisation*

de leurs convictions philosophiques». Les jeunes ont donc «droit à des convictions», mais ils sont priés de les intérioriser. Si le droit d'avoir des convictions n'est pas lié au droit de les extérioriser, c'est un droit creux. Cet interdit supplémentaire ne fera que creuser le fossé entre professeurs et élèves. Un exemple. Selon la pétition, la mixité sociale est une «*valeur fondatrice de notre société*». Va-t-on interdire aux élèves de contester ce point de vue? Si «*mixité sociale*» signifie que les riches se mélangent avec les pauvres, où cette «valeur» est-elle appliquée? Dans l'enseignement, les quartiers ou les entreprises, sur les espaces commerciaux ou de loisirs? Comme enseignant(e), allez dire aux quelque 60.000 jeunes qui fréquentent l'enseignement professionnel: «*Notre société est fondée sur la mixité sociale; vous êtes priés de ne pas contester cette idée, mais comme nous sommes tolérants, vous avez le droit de penser, mais seulement de penser, qu'il n'y a pas une fille ou fils de bourgeois dans votre classe*». Il n'y a pas plus d'arguments scientifiques pour prouver que la mixité sociale a fondé notre société que pour affirmer que Dieu l'a créée. Cessons donc de présenter notre société comme idyllique et nous-mêmes comme les plus malins, alors que nous sommes tout simplement en train de liquider des droits élémentaires.



Ne confondons pas droits et valeurs

Des féministes s'en prennent au foulard au nom de la libération de la femme. Mais peut-on libérer les gens malgré eux et, de plus, en leur retirant un droit? Pour un(e) démocrate, le droit de porter le foulard va évidemment de pair avec le droit de ne pas le porter. Accorder un droit ne signifie nullement qu'on milite pour l'exercice de ce droit. Réclamer le droit au divorce ou à l'interruption de grossesse ne signifie

nullement la propagande en faveur du divorce ou de l'avortement. La société définit des droits pour la vie en collectivité et les individus exercent ces droits selon leurs valeurs propres. La dérive sur les valeurs, que nos sociétés redécouvrent soudainement quand il s'agit de l'immigration, a conduit la France de Sarkozy à se doter d'un ministère de «l'identité nationale et de l'immigration». Aux Pays-Bas, elle a conduit un parti de gauche comme le SP à redécouvrir les bienfaits de la monarchie et la mission civilisatrice des colonies.

Des athées mènent le combat contre le foulard au nom de la lutte contre la religion. Mais on ne fait pas reculer la religiosité des gens en leur interdisant de manifester leur culte. Je crains qu'on obtiendra ainsi le résultat contraire et c'est compréhensible.



L'enjeu politique : l'exemple français

En France, c'est le journal d'extrême droite *Minute* qui a lancé la première attaque contre le foulard en diffusant, en 1983, l'image d'une Marianne voilée. C'est un maire de droite (RPR) qui a choisi l'affrontement avec trois jeunes filles, à Creil, le 4 octobre 1989. Le résultat direct est que le nombre de jeunes filles voilées a augmenté très rapidement. Parlant de la loi du 15 mars 2004, l'historien Gérard Noiriel note: «Le succès a été total puisque le texte présenté par la droite a été voté par la gauche et qu'en plus cette affaire a provoqué de très fortes divisions en son sein»¹.

Noiriel souligne que les jeunes filles incriminées appartenaient aux classes dominées. L'appartenance sociale des jeunes filles portant le foulard n'a jamais été prise en compte pas plus que

la différence de la situation de la femme dans un pays islamique ou dans un pays comme la France.



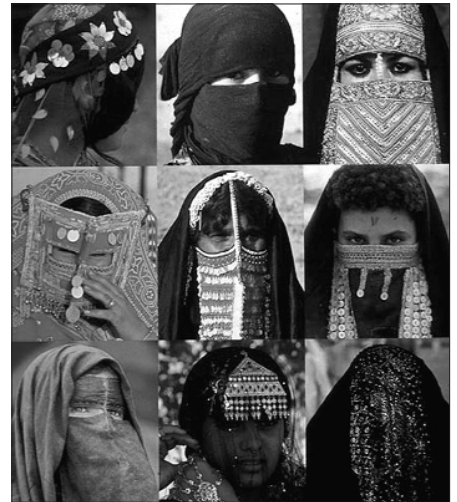
L'exemple français mérite d'être médité. D'une caricature d'extrême droite à une loi votée par toute la classe politique, il n'a fallu que vingt ans pour opérer un «tournant dans l'histoire des discours sur l'immigration»². Et ce n'est malheureusement pas le seul thème où les conceptions les plus à droite ont gagné presque toute la classe politique.

Et si la foi soulevait des montagnes ?

Au moment où j'achevais ce texte, la *RTBF* programmait un reportage sur le foulard. Un groupe de jeunes filles portant le foulard entament leurs études de médecine à l'Université Libre de Bruxelles. Leur seule présence dans cette faculté réfute les préjugés véhiculés par la pétition. Ces jeunes filles contribuent à la mixité sociale de l'université. Quarante ans après mai 68, les enfants des couches populaires y sont toujours une minorité. Pour y arriver, ils doivent vaincre bien plus



d'obstacles que les autres enfants. Elles contribuent aussi à la mixité des genres. Elles prouvent ainsi que la religion musulmane ne constitue pas en soi un handicap à l'accès des jeunes filles aux études supérieures. Leur foi ne les empêche pas d'étudier la biologie et de combiner la croyance en un créateur et l'étude des méthodes scientifiques.



Le libre examen devrait reconnaître à ces jeunes filles leur droit inconditionnel à poursuivre leurs études. Mais non, il leur est ordonné de renoncer au foulard avant d'entrer dans un laboratoire. Rebelles, elles sont convoquées chez un haut responsable de la faculté. Et quel argument rationnel donne le représentant officiel du libre examen et de la méthode scientifique? «Ici, nous ne sommes pas au Club Med». Fin de citation.

Depuis la maternelle jusqu'à l'université, je n'ai fréquenté que les bonnes écoles de la Ville de Bruxelles et le temple du libre-examen. Je n'ai jamais été croyante mais j'ai toujours eu la faiblesse de croire en la bonté du genre humain. Face à ces jeunes filles, nous les athées libre-exaministes, sommes-nous incapables d'émettre une hypothèse inverse à celle de la pétition? À savoir que c'est peut-être la foi qui a aidé ces jeunes filles à vaincre tous les obstacles sur le chemin de leur émancipation? Et si cette foi-là implique le port du foulard, en quoi cela nous regarde-t-il?

NADINE ROSA-ROSSO
Enseignante

¹ Ce bref historique est tiré du livre de Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^{ème}-XX^{ème} siècle)*, Discours publics, humiliations privées, Fayard, 2007, pp. 634 et suivantes.

² *Idem*, p. 639.

Quelques bonnes raisons de ne pas liquider le secteur public

C'était un triste spectacle que celui du groupe social-démocrate votant à l'unanimité avec la droite en commission du Parlement européen pour démanteler le service public postal ! Même si les membres belges et français de ce groupe politique s'y sont opposés lors du vote en séance plénière, c'est à une écrasante majorité que le Parlement européen a entériné l'abolition prévue en 2011¹ de tout monopole public sur ce secteur.

Pour prendre la mesure de ce qui se passe, on peut dire qu'avec ce vote et d'autres de la même teneur, passés ou à venir, les dirigeants européens sont tout simplement en train de rendre *illégales* les plus fondamentales des politiques économiques que devrait mener une gauche digne de son ambition émancipatrice.

Durant cet été, une partie des syndicats français livre une bataille désespérée contre la privatisation de la société *Gaz de France (GDF)*, pourtant modèle d'un service public ayant bien fait son travail. Mais voilà : la société *Suez*, « fleuron » du capitalisme français, est sous la menace d'une OPA hostile d'Enel, principal fournisseur d'énergie italien, ce qui n'a pas plu au gouvernement français. *GDF* servira donc, si l'on peut dire, de bouclier à *Suez*,... et sera privatisé dans l'opération. Dans le même temps, en Allemagne, malgré une mobilisation sociale très forte des cheminots d'Outre-Rhin, plus rien ne semble pouvoir empêcher la « grande coalition » réunissant sociaux-démocrates (SPD) et chrétiens-démocrates (CDU-CSU) de privatiser partiellement la *Deutsche Bahn*, le plus important service de transport du continent. Et ainsi de suite. Ces pages ne suffiraient pas à énumérer la litanie des défaites qui scandent l'avancée, semble-t-il

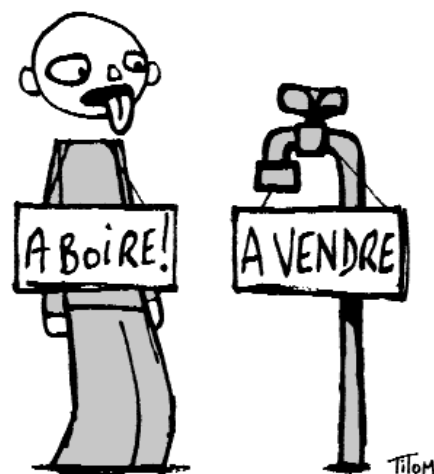
inexorable, du marché, la domination de cette forme d'organisation sociale sur toute autre.

Plus qu'une éventuelle incapacité tactique de la « gauche » à défendre le secteur public, c'est le renoncement de la plus grande partie d'entre elle à le faire qui interpelle ; la défaite en rase campagne sur le terrain des idées de ceux qui se présentent pourtant encore comme les défenseurs de l'égalité lors des élections ne laisse pas d'interroger. Comment en est-on arrivé là ? Et surtout, comment inverser la machine, reconstruire un rapport de force ? À défaut de donner des réponses très convaincantes à ces questions, se remémorer quelques évidences économiques est sans doute nécessaire, tant il est vrai que même parmi les opposants à cette mise en coupe réglée des services publics, les arguments volent rarement bien haut. Ainsi des Verts qui expliquent leur vote contre la directive postale par des imperfections dans l'accord trouvé par les parlementaires européens et non pour des raisons fondamentales qu'ils verraient de préserver le secteur public.

Garant des droits fondamentaux

Des raisons tout à fait substantielles existent pourtant de défendre, sur le principe, l'existence d'un secteur public, c'est-à-dire la gestion monopolistique par l'État de certaines ressources naturelles ou de certains services.

La première de ces raisons, c'est que la gestion publique est une condition nécessaire à la garantie de certaines libertés fondamentales, une condition à la préservation de la dignité de l'être humain. L'accès à la santé, le droit à l'enseignement, l'accès à l'eau potable, entre autres, relèvent de cette catégorie : seuls une organisation collective et le maintien d'un monopole public sur ces secteurs sont susceptibles de garantir à chaque citoyen la jouissance de ces droits fondamentaux, ainsi qu'en attestent les nombreuses données historiques disponibles, passées ou contemporaines.



Cet argument peut être étendu à la question de la *péréquation tarifaire*, désormais largement perdue et qui voulait qu'un même service soit fourni au même tarif à chacun, partout sur le territoire, quel qu'en soit le coût d'exploitation. Désormais, la facture énergétique est plus élevée si l'on habite en zone rurale. Bientôt sans doute, il coûtera plus cher de voyager si l'on utilise une ligne de chemin de fer peu fréquentée. Et ainsi de suite. Bref, avec la libéralisation, est organisée une séparation artificielle entre l'exploitation normale et un « service universel » que garantit l'État. Avec la fin de la péréquation, qui permettait d'organiser la répartition solidaire des ressources au niveau même de l'organisation du service, ce service universel risque cependant de devenir impossible à financer ou, à tout le moins, de devenir un poids conséquent dans les budgets publics dans lequel on n'aura de cesse de rogner jusqu'à l'avoir ramené à la portion congrue. Du service public comme vecteur d'égalité, on sera passé au règne du chacun pour soi mâtiné d'une once de charité infamante pour les pauvres.

Secundo, certains secteurs économiques sont des *monopoles naturels*², c'est-à-dire qu'il y est moins coûteux de produire un service par une seule entité économique que par la mise en concurrence de plusieurs, notamment en raison de coûts fixes très importants. C'est le cas de tous les réseaux : réseaux de transports en commun, de distribution d'énergie, de télécommunication, de

distribution du courrier, etc. Or – tous les économistes le reconnaissent –, le monopole privé est la pire des situations. Ne reste dès lors que l'instauration d'un monopole public, contrôlé par la collectivité. Que se passe-t-il si l'on cède malgré tout aux sirènes de la «libre» entreprise? Très simplement, des monopoles locaux ou un oligopole³ s'installent et augmentent indûment leurs bénéfices, phénomène dont on commence à voir les (premiers) effets en Belgique dans le secteur de l'énergie, récemment «libéralisé». Reste alors la «liberté» au consommateur de choisir entre Charybde et Scylla; et des possibilités très réduites de réguler politiquement ce marché.



On objectera, en ce qui concerne les réseaux⁴, que la théorie du monopole naturel ne porte que sur la *gestion* du réseau et pas sur l'*usage* qui en est fait. C'est vrai dans certains cas, selon la nature du réseau concerné: un réseau de distribution d'énergie peut sans trop de difficultés transporter de l'énergie venant de différents producteurs; ce l'est moins dans d'autres: là où l'essentiel du service réside précisément dans l'accès au réseau lui-même et marginalement dans les services périphériques, comme c'est le cas des télécommunications; et c'est parfois totalement faux: un réseau de transports en commun est strictement inadapté à la concurrence, pour la raison très simple que la rentabilité d'un tel réseau ne peut s'envisager que de façon globale, holiste – la rentabilité d'une liaison particulière

dépendant très fortement de la cohérence générale, de l'intégration horaire et tarifaire, de la densité, de la qualité de l'ensemble du service offert par le réseau⁵.

Stabilisateur de l'économie capitaliste

Tertio, l'emploi public est un *stabilisateur incorporé* en cas de crise économique. Les emplois publics ou les dépenses de sécurité sociale évitent un effondrement généralisé de l'économie auquel est exposée – l'histoire en offre une démonstration éclatante – une économie intégralement capitaliste. Hors des périodes de crise, l'emploi public est également utile: il a notamment pu – et pourrait à nouveau – tirer vers le haut la norme de l'emploi,... au bénéfice de tous les salariés. À l'inverse, la «libéralisation» annonce une détérioration conséquente des conditions de travail, des statuts et des niveaux de rémunération dans les secteurs concernés, mais aussi au-delà. La prétendue efficacité plus élevée du secteur privé, lorsqu'elle se constate (ce qui est loin d'être systématique), a un coût qui est d'abord humain.

Enfin, certains secteurs économiques ont une importance stratégique qui justifie leur maintien dans le giron de la puissance publique. C'est notamment le cas de certaines technologies dangereuses, comme le nucléaire. C'est, de façon plus générale, le cas des services vitaux, dont tout le reste de l'économie dépend pour fonctionner, ainsi qu'il en va du secteur de l'énergie dans son ensemble.

On ne saurait cependant conclure ce bref plaidoyer sans attirer l'attention du lecteur sur le fait que l'établissement du monopole public, aussi nécessaire soit-il, comporte de très lourdes obligations pour la puissance publique – bonne gestion, transparence, équité vis-à-vis des utilisateurs, pluralisme démocratique – et que même si ces obligations sont respectées, le monopole

public peut avoir des effets néfastes en ce qu'il se heurte de plein fouet à l'autonomie à laquelle nous avons tous droit⁶. Une réponse à cette difficulté réside sans doute dans la promotion d'une catégorie tierce entre le public et le privé: le *commun*. Ce commun n'est sans doute pas une modalité envisageable pour toutes les sphères dont on a plaidé ici la préservation de la mainmise du secteur privé, pas plus qu'il ne saurait partout remplacer le *public*; il est néanmoins particulièrement opportun de l'envisager pour tout ce qui touche à l'identité et aux droits fondamentaux. Ce commun pourra prendre différentes formes, mais on cherchera dans tous les cas avec lui à concilier l'appropriation collective d'une ressource et la diversité des approches dans la manière d'y arriver, l'affirmation, à un degré plus ou moins élevé, de principes et d'impératifs publics, mais en laissant une marge de manœuvre à chacun pour les réaliser.

La palette des possibilités est vaste et subtile. Toute la difficulté de la situation est de ne pas le perdre de vue, alors qu'il faut entamer une contre-offensive résolue contre la colonisation totalitaire de nos vies par la violence capitaliste.

FRANCOIS SCHREUER

¹ Notons qu'un petit délai supplémentaire a été consenti à certains pays de l'Union, pour des raisons géographiques ou en raison d'un retard économique.

² Lire http://fr.wikipedia.org/wiki/Monopole_naturel

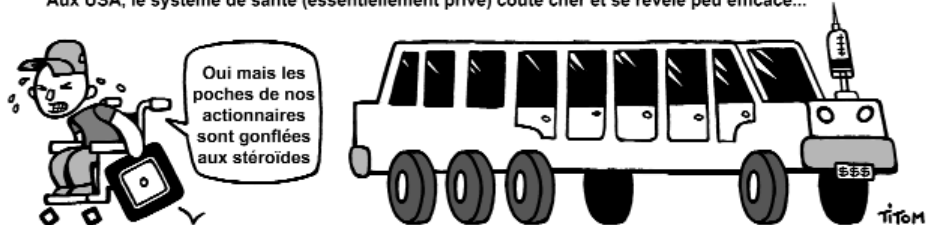
³ Une situation d'oligopole se rencontre lorsque sur un marché il y a un nombre très faible d'offres (vendeurs) et un nombre important de demandeurs (clients).

⁴ Mais tous les monopoles naturels ne sont pas des réseaux.

⁵ Cf. Schreuer F, Du concept de déficit en milieu ferroviaire, http://bulles.agora.eu.org/20051104_deficit_en_milieu_ferroviaire.html.

⁶ On trouvera probablement des armes pour penser cette contradiction dans les catégories conceptuelles développées par Ivan Illich: hétéronomie, contreproductivité, seuils critiques,... qu'il serait trop long d'aborder en détail ici.

Aux USA, le système de santé (essentiellement privé) coûte cher et se révèle peu efficace...



B R E V E S

Le restructurateur du mois : Unilever

La multinationale *Unilever* vient d'annoncer la perte de 200 emplois (1 sur 4) en Belgique. Au niveau mondial, *Unilever* souhaite licencier 20.000 personnes sur 179.000 travailleurs au cours des quatre prochaines années. La situation d'*Unilever* est-elle mauvaise? Non. Au contraire, le jour même de l'annonce de cette casse sociale, *Unilever* annonçait un bénéfice net en hausse de 16 % à 1,207 milliards d'euros au deuxième trimestre 2007 et un chiffre d'affaires en hausse de 3 % à 10,526 milliards d'euros, des résultats dépassant les attentes des analystes financiers. *Unilever* possède 400 marques, dont les savons *Dove*, les soupes *Knorr*, les thés *Lipton* ou les glaces *Magnum*. Puisque *Unilever* boycotte les travailleurs, boycottons *Unilever* au profit de produits locaux!

Les constructeurs automobiles européens se fichent de la planète

Les constructeurs automobiles nous inondent de publicités pour des «voitures vertes», se faisant les chantres de l'écologie. Dans les faits, leur action est toute différente. Les constructeurs automobiles européens viennent en effet de décider de constituer un front commun contre le projet de l'Union européenne de réduction des émissions de CO₂ d'ici 2012.

Expo : «Che» Guevara, 40 ans après

À l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la disparition, en octobre 1967 en Bolivie, d'Ernesto Guevara de la Serna, dit le «Che», l'Abbaye de Stavelot propose, jusqu'au 31 décembre, une exposition consacrée au célèbre révolutionnaire.

Infos : 080 88 08 78.

**Courcelles :
La commune en faillite grâce au PS**

Le dernier Conseil communal d'août était attendu avec impatience par le nombreux public qui se pressait dans la salle. Chacun se posait la même question : «Viendront-ils? Ne viendront-ils pas?». L'annonce faite par la presse et la télévision que trois échevins socialistes de la majorité PS-MR étaient sommés de démissionner avait causé une profonde onde de choc. Ces trois échevins faisaient partie de l'équipe qui avait dirigé la commune de 2001 à 2006. À ce titre, le président fédéral PS, le député Massin, les désignait comme co-responsables de la mauvaise gestion de la commune pendant cette période.

C'est en février 2007 que le budget fut présenté pour la première fois au Conseil et voté par la seule majorité, un budget qui atteignait l'équilibre en faisant passer la taxe sur les personnes physique de 8 à 8,8 %. La tutelle refusa le fait et le budget fut renvoyé pour étude. Le nouveau bourgmestre Axel Sœur et l'échevine Annick Pollart prirent alors la courageuse décision de demander un audit interne du compte 2006. Celui-ci révéla une situation catastrophique pour la commune : un déficit important jusque là inavoué. La chose fit l'effet d'une bombe. La presse s'en saisit et le PS, échaudé par les événements carolos précédents, décida d'intervenir. Et ce, d'autant plus que tous les signes semblaient indiquer qu'une instruction judiciaire était sur le point de s'ouvrir.

Sommés de démissionner, les échevins bien présents lors du Conseil ont refusé l'injonction, estimant ne pas avoir pu s'expliquer sur leur gestion. Le public s'attendait à voir majorité et opposition s'étripier lors de la présentation du budget remanié. Il n'en fut rien. Comme les autres groupes, l'Union communale progressiste et wallonne (UCPW, soutenue par le Parti communiste) signala que le budget 2007 devait enfin être voté car les fournisseurs et le personnel devaient être payés sans recourir pendant toute l'année aux douzièmes provisoires. L'UCPW souligna qu'un tel budget mériterait un vote négatif mais s'abstint pour encourager

l'attitude des actuels bourgmestre et échevine des Finances. Ils avaient démontré leur volonté d'ouverture et de transparence. Il ne fallait donc pas les sanctionner et confondre la gestion actuelle avec celle de l'équipe précédente.

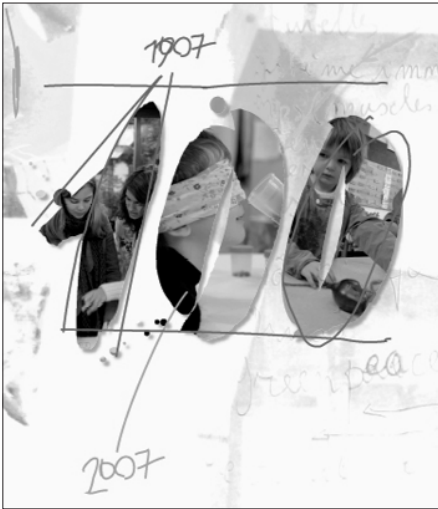
Agissant de cette façon, l'opposition ne voulait pas prendre position dans la tourmente où est plongé le Parti socialiste courcellois où «anciens» et «nouveaux» s'affrontent. Un PS qui a vu sept membres sur huit de sa direction démissionner en accusant l'ancien échevin des Finances de leur avoir menti. Cet acte causa la mise sous tutelle de la section courcelloise par l'instance fédérale. L'affaire se limite donc pour le moment un à un conflit entre socialistes.

Alors tout serait faux dans les accusations portées? Non, certes. À la demande de l'opposition Ecolo et UCPW de faire procéder à un nouvel audit externe, le bourgmestre répondit positivement. Chaque conseiller communal doit pouvoir juger en connaissance de cause, car l'audit interne n'avait pas été distribué à la plupart des membres présents. Ces faits ne représentent pas une surprise pour l'UCPW qui, pendant 12 ans, a dénoncé, année après année, l'abîme financier vers lequel la commune se dirigeait. L'heure de la faillite est arrivée comme prévu. L'UCPW a aussi, à de nombreuses reprises, dénoncé la gestion de l'ancienne majorité et son manque de collégialité, chaque échevin voulant gérer seul ses compétences. Nous avons aussi introduit plus d'un recours auprès de la tutelle.

Sans intervenir dans le travail de la justice, nous pouvons toutefois estimer qu'il y a des responsabilités différentes chez les uns et les autres. Certains ont fait preuve d'une gestion incompétente et irresponsable. D'autres n'ont sans doute rien à se reprocher, sinon qu'ils n'ont pas compris le sens profond de leur responsabilité collégiale.

ROBERT TANGRE
Conseiller communal UCPW

L'École Decroly a cent ans!



Le Docteur Ovide Decroly est, comme l'affirmait en 1981 Herman De Croo, «notre plus illustre pédagogue belge universellement connu»¹. Mais, en Belgique, qui le sait encore au-delà du cercle étroit proche de l'École Decroly?

Le Docteur Decroly, neuropsychiatre, naît à Renaix, fait ses études à l'Université de Gand, se perfectionne à Berlin, à Paris, et s'installe à Bruxelles en 1898 où il travaille avec des enfants «anormaux». Ce travail lui démontre l'inefficacité de l'école telle qu'elle existe. Comme la plupart des bourgeois progressistes de son époque, il lutte pour l'obligation scolaire, *«le moyen le plus puissant d'assurer la prophylaxie de la paresse, de la misère et du crime»²*, mais cette obligation n'a de sens que si l'école prépare efficacement chaque enfant à sa vie d'homme, de travailleur, de citoyen.

Dès 1901, il décide d'élever ces enfants «anormaux» avec ses propres enfants. Dans cet «institut d'enseignement spécial», il met en pratique ses principes pédagogiques: l'école doit s'adapter aux enfants en tenant compte de leurs intérêts, en exploitant leur activité spontanée, en développant leur sens social, sans oublier un concept psychologique fondamental: la fonction de globalisation dont découle l'apprentissage de la lecture par la «méthode globale» et, surtout, la liaison entre les différentes branches du savoir. Partant

de l'observation, l'enfant est amené à s'exprimer sur le sujet observé, à le mesurer, à le situer dans le temps et dans l'espace. On aboutit ainsi à un savoir global, donc à la vraie culture.

Pour Decroly, l'éducabilité des enfants «irréguliers» est identique à celle des enfants normaux, aux rythmes et limites près. C'est ainsi qu'en 1907, répondant à la demande d'un petit groupe de collègues et d'amis qui souhaitent lui confier leurs propres enfants, il accueille ces derniers à l'école de l'Ermitage, origine de l'École Decroly sise à Uccle.

La pédagogie decrolyenne marqua profondément l'enseignement primaire officiel belge par l'application du *Plan d'études* décrété en 1936 par le Ministre de l'Instruction publique, François Bovesse. Ce dernier reprenait à son compte les conceptions decrolyennes sans y faire explicitement allusion. À la Ville de Bruxelles, dans les écoles d'application de l'État, voire communales, à Arlon, Tournai, Bruxelles, j'ai retrouvé la même démarche pédagogique où tout le savoir se construisait à partir de l'étude du milieu par l'observation active. Une démarche «rationnelle» à laquelle s'opposa le monde catholique. Je me souviens de cette formation organisée en 1963 par l'inspection à destination des instituteurs et consacrée à l'initiation aux sciences. Un instituteur se leva et proclama indigné: *«Mais dans tout cela, où est la place de Dieu?»*.

On s'est souvenu du Docteur Decroly:

- en 1952, à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de sa mort, un hommage national lui est rendu dans la grande salle des Beaux-Arts à Bruxelles.
- en 1971, pour le centième anniversaire de sa naissance de grandes cérémonies commémoratives sont organisées à l'École Decroly à Uccle, à l'Université de Gand. Renaix, sa ville natale, marque l'événement en plaçant une plaque commémorative sur la maison familiale, un buste est inauguré, et l'Athénée Royal devient l'École Dr. Ovide Decroly.
- en 1981, pour son 110^{ème} anniversaire, Herman De Croo, ministre des PTT, émet un timbre à son effigie.

En 2007, l'École Decroly d'Uccle fête son centenaire «en famille». L'ULB, où le Docteur Decroly enseigna, organise à cette occasion un colloque sur les pédagogies actives.

Jamais, du côté francophone, aucun programme ultérieur n'a signalé l'obsolescence de ce *Plan d'études* de 1936. Au contraire, l'expression «sans remettre en cause le Plan de 36» était courante. La pédagogie technocratique concoctée par les eurocrates sous le couvert de la «définition des objectifs» ou des «socles de compétences» finit par avoir raison du *Plan*. Le morcellement des savoirs remplace la pensée constructive globale. Le dernier programme des études pour le fondamental paru en 2002 présente chacune des branches comme une entité en soi, sans lien entre elles.



À l'école Decroly, l'observation reste centrale, on y développe la pensée critique, on la suscite dès la plus jeune âge. Je pensais à cela en écoutant récemment un dialogue où Jean (3^{ème} primaire) et Marie (3^{ème} maternelle) parlaient des maux au ventre qui les ont frappés. Marie: *«tu vois ce restaurant?, maman a dit que c'est ce qu'on a mangé là qui nous a rendus malades»* et Jean de reprendre: *«oui elle l'a dit, mais ce n'est qu'une supposition»*.

LOUISE GOTOVITCH

¹ Herman DE CROO, Un grand éducateur, le psycho-pédagogue Ovide Decroly, *Amicale Rijksbasisondewijs avec section française, Renaix, 1981, pp. 34, 35.*

² Perspectives, UNESCO, Paris, vol. XXIII, n°1-2, 1993, pp. 251-276.

B R E V E S

Ces petites victoires
qui font du bien

Le 4 septembre, la Cour suprême israélienne a accordé une victoire symbolique aux Palestiniens. Elle a ordonné au gouvernement d'Ehoud Olmert de revoir le parcours de la barrière de séparation avec la Cisjordanie, afin qu'elle contourne le village palestinien de Bil'in, symbole de l'opposition à ce mur. C'est aussi une victoire pour les camarades israéliens des *Anarchists Against The Wall* qui manifestent chaque semaine au côté du comité populaire du village depuis deux ans et demi.

La décision du 4 septembre contraint les experts de la Défense de modifier le tracé du mur dans le village de Bil'in, dont les habitants avaient saisi la Haute Cour au motif que le tracé actuel les empêche de se rendre sur leurs terres agricoles et leurs vergers, qui se trouvent de l'autre côté du mur. Cela signifie qu'une dizaine d'hectares seront restitués aux villageois.

Source : À Voix Autre.

Irak/USA : on condamne
aussi les généraux

Contrairement à cette idée reçue qui veut qu'il n'y a que les petits caporaux qui subissent la rigueur des sanctions dans l'armée états-unienne, cette dernière a décidé de mettre au placard, puis de condamner à la retraite le Général Tabuga. L'officier n'a pas été condamné pour avoir participé aux mauvais traitements de la prison d'Abou Ghraïb ou pour les avoir couverts ou encouragés, mais pour les avoir dénoncés et détaillés dans un rapport rédigé à l'attention de ses supérieurs.

Le Nouvel Observateur, 04/07/07.

Ben Laden : plus fort que
Reynders !

Dans sa dernière vidéo, Ben Laden condamne le capitalisme et propose l'islam comme alternative aux citoyens des États-Unis auxquels il s'adresse. En échange de leur conversion, il leur promet de nombreux bénéfices, comprenant une réduction sensible de leurs impôts, car conformément aux lois de la Zakat (aumône), en islam l'impôt ne dépasse pas 2,5 % des revenus. Ce qui rend risibles les cadeaux fiscaux de notre gouvernement sortant aux entreprises et aux particuliers, surtout les plus fortunés. Reynders n'a plus qu'à aller se rhabiller... ou à se convertir!

De Wikipedia
à Wiki - Big Brother?

L'encyclopédie en ligne *Wikipedia.com*, et sa version française, *fr.wikipedia.org*, est devenue en quelques années un des incontournables des recherches sur Internet. Cette encyclopédie libre, c'est-à-dire écrite et mise en ligne par les internautes eux mêmes, se veut l'archétype de l'information neutre, car ne dépendant pas d'un organisme ou d'un courant déterminé, mais de chaque personne qui peut, à sa guise, écrire sur n'importe quel sujet, ajouter, modifier ou retirer des textes ou des images, sans censure et anonymement. Cette idée magnifique offre à chacun l'opportunité d'apporter sa pierre à l'édifice de la connaissance collective.

Idee magnifique, certes, mais peut-être parce que magnifique, elle ne pouvait manquer d'aiguiser l'appétit des grandes forces économiques et de leurs exécutants pour chercher à la détourner au service de leurs intérêts. Forces et exécutants qui ne se privent pas, par ailleurs, de donner des leçons de démocratie et de respect des autres. Mais, heureusement, la résistance existe et, cette fois, elle vient de Virgil Griffith, un étudiant américain qui a développé et mis sur Internet un programme capable de révéler l'identité de ceux qui apportent des modifications aux articles existants, en détectant les adresses IP des ordinateurs accédant à *Wikipedia*. Ainsi Virgil vient de révéler une liste, qui ressemble à un inventaire à la Prévert revu et corrigé par Machiavel dont voici un échantillonnage, non exhaustif :

- ☞ le FBI a enlevé plusieurs photos de l'article sur Guantanamo ;
- ☞ la NRA (*National Rifle Association*), le lobby pro-armes états-unien, a ajouté à un article sur le 11 septembre une phrase affirmant que l'Iraq était impliquée dans les attentats ;
- ☞ la compagnie pétrolière *Chevron* a effacé un paragraphe informatif sur les biocarburants et un autre sur les condamnations qu'elle a subie ;
- ☞ *Apple Computer* s'est contenté d'ajouter des commentaires négatifs à l'article sur *Microsoft*, tandis que celui-ci en faisait de même sur *Apple* ;
- ☞ *Dell Computer* a enlevé des critiques à son encontre à propos de sa politique de sous-traitance dans des pays du tiers monde ;
- ☞ l'église de scientologie a supprimé tous les commentaires négatifs dans la page qui lui est consacrée ;
- ☞ le gouvernement portugais a effacé un article relatif au scandale qui éclabousse son Premier ministre ;
- ☞ le Parti républicain américain a remplacé la phrase «occupation américaine» par «libération américaine» dans un article sur la guerre en Irak.

Voilà l'histoire, inachevée sans aucun doute, du détournement d'un projet sain, d'une belle idée. Trop belle visiblement pour résister aux voutours.

SÉVERINE HILLI



Graine de terroriste!

L'État cherche des preuves d'appartenance à un mouvement terroriste pour Bahar Kimyongür. Le

DR les a retrouvées pour vous. Voici une photo du dangereux terroriste prise à Walibi le 18 juillet 1982. À sa gauche, un autre terroriste, son frère, travailleur humanitaire actuellement en mission à Haïti pour *Médecins sans frontières*.

Le second procès en appel du dossier «DHKPC» a commencé ce 13 septembre,

devant la cour d'appel d'Anvers, après que l'arrêt de la cour de Gand ait été cassé en avril par la Cour d'arbitrage. La loi «antiterroriste» – dénoncée comme liberticide par toutes les organisations de défense des droits de l'homme – n'ayant pas changé, le danger est grand de voir Bahar renvoyé en prison pour des faits qui relèvent de la liberté d'expression.

Notre journal est solidaire du combat que mène Bahar Kimyongür. Nous avons l'immense plaisir de vous annoncer que Bahar tiendra dès notre prochain numéro une chronique sur les libertés dans le DR.

Pérou et Bolivie

En lutte pour le changement

Afin d'appuyer et mieux connaître le processus politique positif qui anime l'Amérique latine, nous sommes partis, en juillet 2007, avec quelques amis pour mettre en place des équipes, des actions et partager nos expériences avec nos amis chiliens, péruviens et boliviens.

Lors de notre arrivée, le Pérou est en ébullition. Le gouvernement d'Alan Garcia a décidé d'augmenter les prix des produits pétroliers entraînant une hausse générale du coût de la vie. Le prix du pain, par exemple, venait d'augmenter de 40 %, ce qui signifie pour beaucoup de familles qu'il y aura moins de pain sur la table. À cela s'ajoute la signature avec les États-Unis du traité de libre commerce, ouvrant grande la porte du pays aux produits US et en particulier les produits agricoles subsidiés. Cette concurrence déloyale met les entreprises et agriculteurs locaux en situation très difficile. Syndicats, organisations sociales et population sont donc descendus protester dans les rues. La ville d'Arequipa où nous nous trouvons s'est déclarée en grève générale pour une durée indéfinie à partir du 11 juillet.

Une après-midi, voulant rentrer dans le quartier où nous logeons, les taxis font les pires difficultés car la radio annonce dans ce coin de la ville des jets de pierres, bris de vitres, attaques de véhicules, etc. Nous découvrons en arrivant à pied dans le quartier que, en fait de violences, les familles sont rassemblées, hommes, femmes, enfants et bébés pour écouter un syndicaliste qui donne des instructions pour les manifestations du lendemain. On ressent au milieu de ces gens une force et une joie d'être ensemble pour une cause juste. Nous sommes accueillis par ces «dangereux terroristes» avec beaucoup de sympathie et de chaleur humaine. Nous découvrons ainsi sur le terrain à quel point les médias désinforment la population pour tenter de diviser et de

démobiliser. Cela n'est pas sans nous rappeler les médias belges qui parlent plus, lors d'une grève, des inconvénients pour la population que des revendications légitimes des grévistes. Dans cette logique, le gouvernement liberticide péruvien va jusqu'à emprisonner les principaux leaders des syndicats pour actes de terrorisme.

Les enseignants avaient déjà pris quelques jours de grève d'avance suite au vote de la nouvelle loi sur la carrière publique d'enseignant (CPM), prévoyant l'évaluation de tous les enseignants du pays avec, comme sanction en cas d'échec, le licenciement pur et simple. Cette loi transfère également une partie des compétences de l'enseignement vers les municipalités sans leur donner les moyens de les assumer. Des manifestations ont lieu dans tout le pays. Celles auxquelles nous avons assisté à Arequipa, dégageaient beaucoup de force par leur mobilisation, leur discipline et leur dynamisme. Les parents d'élèves assuraient l'encadrement des enfants dans les écoles pour permettre à tous les enseignants de participer. Ce simple fait reflète l'extraordinaire cohésion et solidarité d'une population qui croit au changement et le veut vraiment.



Quelques jours plus tard, nous nous rendons à La Paz en Bolivie. Dans un café, sur une chaîne de télévision privée, nous remarquons en bas de l'écran, à deux reprises par mi-temps d'une demi-finale de la *Copa Americana*, deux annonces de propagande pour le gouverneur de la province de Santa Cruz. Ce dernier, appuyé par les USA, met le paquet pour déstabiliser le gouvernement d'Evo Morales, par la diffamation et la division du pays, jouant sur la revendication de l'autonomie, voire l'indépendance de sa province qui

est la plus riche du pays. Ceci n'est pas non plus sans nous rappeler nos terres natales. La province de Sucre a rejoint le mouvement dissident en échange de la promesse que Sucre retrouvera son statut de capitale du pays. La population de La Paz se mobilise contre le changement de capitale et la manœuvre du gouverneur de Santa Cruz, notamment lors une grande manifestation le 20 juillet. Il est étonnant de constater à nouveau la force et l'engagement de tous.

C'est ce qui frappe le plus dans cette belle Amérique du Sud: la force, la conviction, la dignité, et surtout l'espoir et la foi dans le changement. Il y a des projets et des objectifs clairs pour une société qui place l'homme et son futur au centre des préoccupations. La réussite du projet de société proposé, entre autres, par Morales, basé sur la justice sociale, le respect de la diversité culturelle et la démocratie est importante pour la planète toute entière. Mais ce processus est menacé par les grandes puissances financières pour des raisons évidentes. La réélection d'Alan Garcia comme président du Pérou, la désinformation, le traité de libre commerce US qui gagne du terrain, la tentative de division de la population bolivienne, ou encore la terrible répression policière lors de la marche syndicale le 29 août dernier, sont des signes qui doivent nous interpeller et tenir notre solidarité en alerte.

De retour au pays, la futilité des revendications communautaires belgo-belges pour quelques petits morceaux ridicules de «pouvoirs» nous éclate à la figure. Futilité encore exacerbée quelques jours plus tard par la nouvelle de ce terrible tremblement de terre au Pérou. Le sort semble s'acharner sur ces populations, qui pourtant sont en train de se battre pour elles-mêmes bien sûr, mais aussi pour nous. Ne l'oublions pas, mais surtout n'oublions pas de faire notre part du travail chez nous. Le chantier est d'envergure, en commençant par retrouver l'espoir que c'est possible!

GILLES SMEDTS

Porte-parole du Parti Humaniste

Marcel Baiwir :

De toutes les luttes !

Marcel Laurent Baiwir est né à Liège le 4 octobre 1917, fils de Julien Baiwir, ardoisier-zingueur, et de Marguerite Brutinel, matelassière, fille d'un anarchiste français réfugié en Belgique et adhérente du PCB depuis 1926. Marcel devient membre de la Jeunesse communiste en 1934 et milite avec d'autres jeunes gens sans emploi dans un comité de lutte contre le chômage.

Il est admis au PCB en 1935 et chargé du contact avec diverses entreprises liégeoises, mais il continue de s'occuper de la jeunesse et notamment de la Jeune garde socialiste unifiée (JGSU), issue de la fusion de la JC et de la JGS (organisation de la jeunesse du POB). Fin août 1936, il décide de partir pour l'Espagne où il sert pendant quelques mois le Bataillon André Marty de la deuxième brigade internationale. Sur l'initiative de son parti, il est rappelé en Belgique comme d'autres jeunes gens en âge de service militaire qui s'étaient mis dans l'illégalité en rejoignant les républicains espagnols. Toutefois, comme soutien de veuve, il n'est pas rappelé sous les drapeaux. En mai 1940, il est arrêté avec beaucoup d'autres militants communistes et libéré à l'approche des Allemands. Il vit alors dans une semi-clandestinité et participe, avec ce qui restait de la JGSU, à l'organisation du Rassemblement national de la jeunesse qui devait devenir une des composantes du Front de l'Indépendance.

Dans ce cadre, un groupe de jeunes gens se préparent à l'action directe contre l'occupant et c'est à ce titre que Marcel Baiwir entre dans l'Armée belge des partisans. En 1941, prévenu par René Beelen, il échappe de justesse aux arrestations massives de communistes effectuées par les Allemands sur base d'une liste fournie par les autorités belges. La clandestinité le conduit à Verviers, dans les Ardennes liégeoises, dans la région du Centre, à Charleroi, au Borinage et à Bruxelles. Il est arrêté en juin 1943 dans son logement clandestin, en même temps que sa femme et son jeune fils qui seront rapidement relâchés ; il est considéré comme suspect, mais sa position dans la résistance n'est pas



mise à jour. Remis par la police militaire allemande à la Gestapo, il est identifié et déporté à Mauthausen, Vught puis Sachsenhausen.

Libéré en 1945, il entre, après une brève convalescence, dans le cadre permanent du PCB comme président de la section de la ville de Liège et secrétaire fédéral chargé de la propagande. Confronté aux difficultés que traverse son parti, il est sanctionné et trouve du travail dans le bâtiment. Après les grèves de 1950, il devient charpentier dans les services généraux de la société sidérurgique *Ougrée Marihay*. Soutenu par Bernimolin puis par Swinberg, il se lance dans l'action syndicale. Malgré des sanctions prises contre lui pour avoir outrepassé les mots d'ordre syndicaux pendant le mouvement s'opposant, en pleine guerre froide, à l'allongement du service militaire de 18 à 24 mois et au début des grèves de 1960, il deviendra vice-président de la délégation syndicale FGTB de Cockerill après la fusion de toutes les entreprises sidérurgiques liégeoises. Il est «prépensionné» en 1978 ; ses dernières années d'action dans l'entreprise correspondent au développement de la crise et sont consacrées à la bataille pour la réduction du temps de travail, au maintien du volume de l'emploi et à la défense de l'outil sidérurgique wallon. L'incompatibilité entre le mandat syndical et l'activité politique publique très strictement observée par la fédération des métallurgistes de la province de Liège le contraint à n'assumer que des responsabilités internes au PCB. Il est élu au comité

central lors du congrès de 1954 qui marque un virage dans l'histoire de ce parti. Il en sort et y rentre à plusieurs reprises. Son influence au sein de la fédération liégeoise et des organisations communistes de la sidérurgie est très nette et se reflète dans de nombreux tracts et bulletins, tels *l'Acier*, *Seraing la rouge*, *Liberté*. Outre ses activités syndicales et politiques, il milite aux Amitiés Belgique-URSS, à l'Union belge pour la défense de la paix, à l'Amicale des combattants de l'Espagne républicaine, à l'Union des prisonniers politiques, au Front de l'indépendance et s'occupe d'un club de football. Il est titulaire de la décoration du travail, de la médaille commémorative de la guerre 1940-1945 avec sabres croisés, de la croix du prisonnier politique et est chevalier de l'ordre de Léopold II avec palmes.

Marcel Baiwir est décédé à Liège le 18 juillet 2007.

JULES PIRLOT

Sources : Entrevues avec Marcel Baiwir (1984) et documents de la fédération liégeoise du PCB.

Commémoration : Beaucoup de monde pour Marcel Baiwir

La salle René Piron de la FGTB de Liège était comble ce vendredi 7 septembre pour rendre un hommage politique à notre camarade Marcel Baiwir. La Fédération de Liège du Parti Communiste, le Club Federico Garcia Lorca et les métallurgistes liégeois de la MWB-FGTB s'étaient associés pour évoquer un camarade au parcours syndical et politique long et riche, un parcours porté jusqu'à son dernier souffle par l'idéal communiste.



Marcel Deprez : L'esprit de la résistance

Marcel Deprez est né le 5 mars 1920 à Ans, d'un père receveur des contributions et d'une mère institutrice¹. C'est donc à l'âge de 87 ans que cet homme à la vie militante bien remplie est décédé le 11 août dernier. Beaucoup de personnes l'ont connu comme secrétaire général des affaires culturelles de la Communauté française (successeur de Marcel Hicter), fortement attaché au secteur de l'éducation permanente qu'il concevait réellement comme un outil d'émancipation exigeant, loin de la standardisation culturelle mise en avant par les médias. Marcel Deprez s'était impliqué dans de nombreux projets liés à la formation des adultes. Citons, parmi de nombreux autres, *Peuple et Culture Wallonie-Bruxelles* et *Canal Emploi*.

Pour ma part, c'est principalement comme ancien résistant que je l'ai connu quand j'ai commencé à travailler à l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOES) qu'il avait fondé avec Michel Hannotte et qu'il présida de sa création jusque récemment. Ce docteur en histoire a finalement consacré sa vie à la lutte antifasciste. Car c'est en décembre 1942, soit à 22 ans, que ce militant inscrit aux Jeunes gardes socialistes depuis 1936 rejoint la résistance au sein des Partisans armés du Front de l'Indépendance où il lutte clandestinement contre l'occupant en compagnie de son frère René. Il y sera nommé adjoint du Commandant du Régiment Ourthe Amblève. Membre du

Parti communiste à partir de 1943 (il en sera exclu après guerre), Marcel Deprez est arrêté le 21 août 1944 pour «port de faux papiers», il est déporté après interrogatoire en Allemagne au début du mois de septembre, soit juste avant la libération de la Belgique. Libéré le 10 avril 1945, il rentre en Belgique le 27 du même mois.

Cet engagement dans la Résistance et les valeurs qui y sont liées restèrent jusqu'au bout fondamentaux. C'est ainsi que Marcel Deprez avait participé très activement à la récolte (et donc au sauvetage) de précieuses archives de différents résistants de la région liégeoise à l'occasion d'un colloque et d'une exposition de l'IHOES en 1991, travail qui sera poursuivi et donnera naissance à trois expositions et deux ouvrages. Mais le travail d'historien, il le concevait comme un travail au sein de la cité et pas seulement dans les archives. Il s'agissait pour lui de donner aux générations suivantes un héritage vivant et non un souvenir figé. De transmettre un «esprit de la résistance». Cette résistance qui, outre son combat contre le nazisme, lutta pour un monde meilleur, pour que la démocratie politique, une fois restaurée, soit complétée par une démocratie économique et sociale dont la sécurité sociale fut une des concrétisations, à l'image du programme du Conseil national de la résistance en France². C'est pourquoi il s'est investi jusqu'à son dernier jour au sein du Front de l'Indépendance dont il

a été le président tout en s'occupant de la *Maison de la Résistance* et du *Musée national de la Résistance*. Sans oublier le travail de longue haleine que fut la publication de *Résistance liégeoise*, le périodique de la section liégeoise du FI, jusqu'à nos jours.

Pour résumer ce que je retiens de Marcel Deprez, je m'appuierai sur un texte qu'il avait publié dans le magazine *Espace de libertés* en février 2002 à l'occasion d'un dossier consacré au terrorisme et qu'il avait intitulé «quelle différence entre terrorisme et guérilla». En marxiste qu'il était, il y rappelait que «pour être concret et traiter de façon critique le fait et le faire du terrorisme, essayons de l'analyser dialectiquement dans sa relation avec une société que d'aucuns veulent garantir et d'autres transformer» et écrivait ainsi un texte exigeant dans sa lecture, mais qui se refusait au simplisme et au suivisme du climat dominant pour questionner le système démocratique dans ses pratiques.

JULIEN DOHET

¹ Outre nos propres connaissances, ce texte a été réalisé sur base des renseignements fournis par le CARCOB, centre des archives communistes en Belgique, par le texte de Joseph Pirlet, président de la régionale de Liège-Verviers du FI rédigé pour le bulletin du FI et d'un texte de Jean-Marie Lange diffusé par courriel.

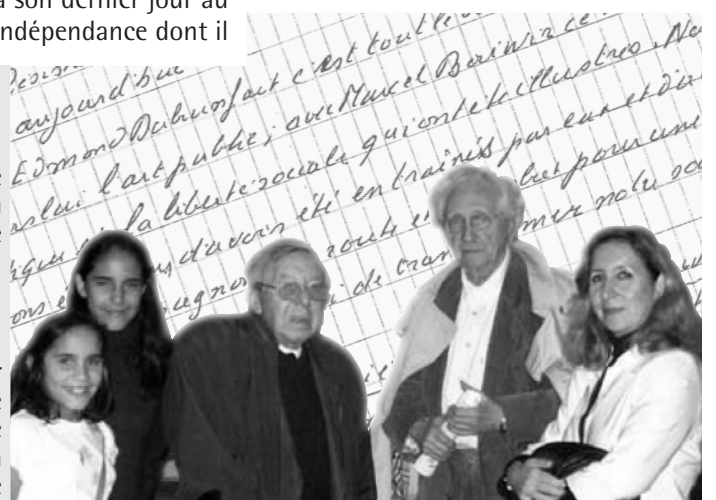
² Voir à ce sujet le texte de Serge Wolikoff, L'esprit de la résistance toujours d'actualité dans *Le Monde diplomatique* de mars 2004.

Un article inachevé

Georgette, son épouse, me racontait qu'en partant pour la clinique pour sa dernière sortie de la maison, Marcel avait laissé un papier à moitié griffonné. Vérification faite, il s'agissait d'un texte qu'il était occupé à rédiger pour le DR à propos de – ironie du sort – la disparition de son camarade et ami Marcel Baiwir, décédé quelques semaines plus tôt.

Présent, malgré des ennuis de santé, à la Fête du DR de 2005, il nous avait confié alors, avec des mots austères, sa joie de voir son journal reparu. «Son» DR, «son» journal, ce n'est pas ici une formule de style. Ayant remarqué que durant une seule et même année nous arrivâmes plusieurs virements d'abonnement à son nom, je lui téléphonai pour lui signaler ce que j'imaginai être des distractions. «Ce ne sont pas des erreurs», m'a-t-il alors répondu avec sa sobriété de toujours. Merci et au revoir, Marcel.

P.R.



Sur fond de son dernier manuscrit, Marcel Deprez en compagnie du peintre Roger Somville et de deux jeunes amis du journal lors de la Fête du DR en 2005 à Bruxelles.

Communiste et ostendais, le sculpteur Dolf Ledel

Au siècle précédent, Ostende comptait quelque cinq artistes peintres de tout premier ordre.

Le génial James Ensor, se révoltant contre la société bourgeoise, engagé socialement; le paisible, mais aussi important Léon Spilliaert; Jan Declerck, toujours à la recherche du nouveau; l'unique Gustaaf Sorel; et Maurice Boel, dont l'art abstrait était très à la mode à l'époque.

Ensor mettait haut en couleurs la bonne chair des riches tables de la bourgeoisie ostendaise, luttant toute sa vie avec l'idée de la mort, faisant décors et musique d'amour, mais a choisi en temps opportun le côté des pêcheurs assassinés par les gendarmes pendant leur grande révolte à la fin du 19^{ème} siècle. Cet Ensor, railleur, n'étant pas le meilleur

et recevant beaucoup de commandes de l'État belge, il reçut en 1935 la commande d'une plaquette pour orner la façade de la maison Ensor. De cette façon, les deux grands artistes devinrent amis et Ledel fit encore un buste portrait du fameux Ostendais, devenu maintenant baron.

Comme créateur de médailles, Ledel en réalisa quelque quatre-vingts de haute qualité, ainsi que quelques monuments funéraires. Dans plusieurs cas, il s'agissait d'hommages rendus à d'importantes personnalités du mouvement ouvrier, comme Émile Vandervelde, Achille Van Acker, l'écrivain Georges Eekhoud, mais aussi Joseph Jacquemotte, la Croix Rouge, le Front de l'Indépendance, la Banque Nationale, la Résistance, le Lion's Club de Bruxelles, la Ligue des Journalistes Libéraux, etc.



Buste d'Émile Vandervelde, à Anderlecht.



Nu couché, à l'Albertine (Bruxelles).

ami du clergé ni de la monarchie, à un certain âge devint un bon ami du sculpteur-médailleur Dolf Ledel.

Dolf Ledel (1893-1976), élève de l'Académie des Beaux Arts de Belgique à Bruxelles, avait suivi des cours à Dusseldorf, Cologne, Munich et Paris, a eu de grandes expositions de ses œuvres de par le monde, ainsi que plusieurs prix. N'étant tributaire d'aucune école

Dolf Ledel était libre penseur, humaniste, bienfaiteur et, *last but not least*, membre du Parti Communiste de Belgique. Dans les biographies officielles de l'artiste, on oublie en général de mentionner cette adhésion. Il existe pourtant des documents le prouvant dans les archives du PC à Bruxelles.

Mais, pourquoi un article sur Dolf Ledel aujourd'hui? C'est très simple! Les

Musées des Beaux Arts de la ville d'Ostende organisent une exposition de plusieurs pièces maîtresses, créées par Ledel, dans la chambre du premier étage du musée James Ensor¹.

Rappelons aussi qu'il y a un monument funéraire de Ledel au «vieux cimetière» de la Nieuwpoortsesteenweg à Ostende, en souvenir de Clement Leyhausen, fondateur de la Société Économique Ostendaise, une coopérative. Aux Bruxellois, signalons qu'au cimetière de Saint-Gilles, il y aussi un monument créé par Ledel en l'honneur du fondateur du PCB/KPB, Joseph Jacquemotte.

LOUIS SOREL

¹ Le musée Ensor est situé au 27, Vlaanderenstraat, à 8400 Oostende. Ouvert tous les jours, excepté le mardi, de 10 à 12 et de 14 à 17 heures, jusqu'au 31 mars 2008. Une brochure très complète sur Ledel, par Luc Vandamme, spécialiste en numismatique, y est vendue au prix de 20 €.

Rendez-vous sur le site

www.particomuniste.be

Nietzsche démystifié

Icône parmi les icônes, le philosophe allemand Friedrich Nietzsche avait réussi à s'imposer comme le maître à penser de larges segments de la «gauche» dite «moderne». Il était «la» référence de l'anti-autoritarisme, de la pensée libertaire, de la révolte permanente contre tous les ordres établis et, à ces titres, le mentor attiré des enfants de mai 68. Philosophe médiatique avant la lettre, personnage attirant, les versions de son discours, présentées de manière très approximative, étaient vouées à satisfaire une demande jeune, «alternative» et/ou franchement naïve ; on se disait – on se dit toujours – nietzschéen pratiquement sans l'avoir lu.

Ce n'était pas le cas de tout le monde. Pas mal d'intellectuels de la gauche dite morale qui, eux, l'avaient bien lu, comprirent le rôle que le nietzschisme pouvait jouer pour faire passer un discours franchement réactionnaire sous habillage gauchiste et contrer l'influence d'un marxisme militant. C'est à cette dénonciation et à ce déshabillage que se livre Aymeric Monville¹ démontrant comment des penseurs tels Camus, Derrida, Deleuze, Foucault et tant d'autres firent le culte de ce philosophe allemand pourtant ouvertement raciste et doté d'un aussi remarquable qu'odieux mépris pour la condition sociale des perdants de la lutte de classes.

Le Monde Diplomatique de septembre décrit l'ouvrage comme un «*petit livre écrit par un jeune philosophe*»; oui, en effet, il est petit le bouquin et très jeune son auteur. Mais combien plus lucide et brillant que les gros pavés écrits par des vétérans accommodants. À lire absolument.

P.R.

¹ *Misère du nietzschisme de gauche: de Georges Bataille à Michel Onfray, Aymeric MONVILLE, Éditions Aden, Bruxelles, 2007.*

La condition prostituée: Une «activité marginale» placée au cœur de son cadre social

Le sociologue français Lilian Mathieu, attaché à l' Université Paris 1, publie en ce mois de septembre, aux éditions «Textuel», un ouvrage intitulé *La condition prostituée*¹ représentant le fruit de dix années d'immersion dans cet univers particulier et cela «sans misérabilisme compassionnel» mais, au contraire, en situant la prostitution dans son cadre social.

En effet, l'auteur a étudié de manière approfondie les «logiques» d'entrée dans le «monde du trottoir», les modes d'exercice de ce type de sexualité mû par l'argent, les conditions de vie et, bien souvent, de survie des femmes et des hommes prostitués, les raisons pour lesquelles ces personnes se maintiennent sur le trottoir ou encore leur rapport au monde du travail.

Il s'agit d'un dossier d'une très grande complexité et c'est sans doute pour cette raison que les positions qui monopolisent le débat public à son propos s'avèrent bien souvent totalement insatisfaisantes. Les réponses qu'elles appellent sont toutes «de principe», engageant des considérations morales: «si la prostitution est en elle-même violence, elle doit être abolie», «si elle

est un métier, elle doit être reconnue», «si elle est source de délinquance, elle doit être réprimée».

L'ouvrage démontre que chacune de ces positions repose sur une conception de la prostitution largement déconnectée de sa réalité concrète et que chacune comporte des conséquences largement négatives pour les personnes qui l'exercent et qui figurent souvent parmi les plus fragiles et précaires qui soient.

Le dernier chapitre du livre est des plus intéressants et évoque les évolutions du monde de la prostitution depuis les années 1970 ainsi que celles, parallèles, de la manière dont le féminisme conçoit la sexualité vénale. C'est ainsi qu'il y a les anciennes organisations abolitionnistes et de larges courants féministes qui définissent la prostitution comme une violence contre les femmes. Et puis, il y a aussi un groupe, composé d'associations de santé communautaire ainsi que de prostituées elles-mêmes, qui milite quant à lui, pour la reconnaissance du «métier».

Dans leurs disputes sur la liberté des «choix» des femmes et des hommes



prostitués, les deux groupes ont un peu oublié la «loi Sarkozy» qui accorde aux policiers des moyens supplémentaires de répression à l'encontre d'une population déjà particulièrement fragile et qui relèverait, de manière plus générale, «d'une logique de criminalisation de la pauvreté».

Enfin, l'auteur fait également apparaître que la polémique qui subsiste entre la reconnaissance ou l'abolition de la prostitution est complètement stérile. Pour lui, il s'agit donc de placer cette activité marginale au cœur de la question sociale. Ce ne sera qu'alors que la «condition prostituée» pourra espérer une certaine forme d'émancipation.

José VANDERVEEREN

¹ *La condition prostituée, Lilian MATHIEU, Éditions Textuel, 19 €.*

Il y a eu

Il y a eu des Chinois étouffés dans un camion.
 Il y a eu des Congolais anonymes morts dans un cargo.
 Il y a eu deux enfants morts de froid dans le train d'atterrissage d'un avion.
 Il y a eu une jeune femme étouffée par un gendarme armé d'un coussin.
 Il y a eu une très jeune fille qui a passé un mois de vacances dans un centre fermé.
 Il y a eu 11.000 expulsions en 2006.

«Mais, Madame, nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde !».

Eh non, nous ne pouvons pas.

Par contre, nous pouvons accueillir toute la richesse du monde: «Entrepreneurs, soyez les bienvenus. Voici des infrastructures, des zonings, le réseau autoroutier, des avantages fiscaux, financés sur les budgets fédéraux et régionaux. En 2006, nos entreprises ont bénéficié de 7 milliards d'euros d'abattement fiscal. Soyez les bienvenus.

Nos portes vous sont ouvertes, pas de contraintes, main d'œuvre qualifiée, possibilité d'augmenter les prestations sans augmentation de salaire, possibilité d'aménager le travail de nuit, possibilité de mise à mi-temps, possibilité d'employer des clandestins (en cas de découverte, ce sont eux qui seront expulsés) – pas de récriminations, bien sûr pas de syndicats.

Et vous partez quand vous voulez, dès que votre plus-value risque mieux ailleurs. Vous ne nous devez rien. Délocalisez si ça vous enchante. Laissez-nous vos friches, vos pollutions, vos détritiques et la main d'œuvre désespérée, sans perspective ni pour elle ni pour ses enfants. Nous nous chargeons de tout cela, au frais du contribuable, bien évidemment».

Il y a eu et il y aura encore demain et les autres jours, semaines et années.

Alors qu'il y a moyen de vivre autre chose. Non seulement il y a moyen, mais cela devient impérieux.

NICOLE

DEVENEZ DIFFUSEUR DU DR!

Nous vous invitons à devenir, dans votre quartier, votre usine, parmi vos amis, des diffuseurs du DR. Si vous croyez pouvoir diffuser quelques exemplaires, passez-nous commande et nous nous ferons un plaisir de vous envoyer le nombre d'exemplaires souhaité. Pour nous contacter,

écrivez à dr@belgi.net ou téléphonez au 0478 822 084

Sommaire

L'invité du mois

Jean-Maurice Dehousse :
 «La social-démocratie
 n'est plus la gauche»
 Propos recueillis par
 Pierre EYBEN, pp. 2, 3 et 4

Crise gouvernementale

Donnez la parole aux peuples!
 Jean-Pierre MICHIELS, p. 5
 Vu de Flandre
 Jan DEBROUWERE, p. 6
 La politique extérieure, oubliée
 des négociations gouvernementales
 Claudine PÔLET, p. 7

Débat

Et si le foulard pouvait libérer?
 Nadine ROSA-ROSSO, pp. 8 et 9

Social

Quelques bonnes raisons
 de ne pas liquider le secteur public
 François SCHREUER, pp. 10 et 11

Vie communale

Courcelles:
 La commune en faillite grâce au PS
 Robert TANGRE, p. 12

Enseignement

L'École Decroly a cent ans!
 Louise GOTOVITCH, p. 13

Internet

De Wikipedia à Wiki-Big Brother?
 Séverine HILLI, p. 14

International

Pérou et Bolivie:
 En lutte pour le changement
 Gilles SMEDTS, p. 15

Mémoire

Marcel Baiwir: De toutes les luttes!
 Jules PIRLOT, p. 16
 Marcel Deprez: L'esprit de la résistance
 Julien DOHET, p. 17

Exposition

Communiste et ostendais,
 le sculpteur Dolf Ledel
 Louis SOREL, p. 18

Lectures

Nietzsche démythifié, *PR.*, p. 19
 La condition prostituée,
 José VANDERVEEREN, p. 19

Où trouver le DR?

Arlon: Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand:** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière:** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège:** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur:** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai:** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.

Bruxelles: •Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles
 •Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles •Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère
 • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Charleroi:** Librairie Nouvelle Rencontre, 4 Passage de la Bourse, 6000 Charleroi.



Mensuel du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 4, rue Ruppe
 1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953
 0478 822 084

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement annuel: 15 €

- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 et 50 €

Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci!